cours de leurs travaux d'exploration. Cela est surtout essentiel dans nos régions septentrionales où l'équilibre écologique est tellement délicat qu'il peut être détruit pour des siècles à venir.

Au cours des débats à la Chambre au sujet de la loi visant nos grandes régions septentrionales, il a été convenu qu'il faut à tout prix protéger l'écologie de notre Nord. On a signalé la nécessité d'instaurer des permis d'utilisation des terres auxquels s'appliquent des règlements sévères. Il faut aussi des recherches très intensifiées sur les problèmes qui se posent dans l'Arctique. On a aussi recommandé instamment un ralentissement du rythme d'exploration et d'exploitation en attendant qu'on dispose de règlements pour les contrôler, de réalisations de recherches et d'expériences pour servir de base aux décisions, ainsi que d'un personnel ayant reçu une formation complète pour faire respecter les permis d'utilisation des terres.

Je demande instamment au ministre de présenter sans autre retard ces règlements. J'espère qu'il n'a pas, cédant aux intérêts économiques du Nord, tempéré ces règlements de sorte à les rendre inefficaces dans une grande mesure. Les permis d'utilisation de terre constituent des outils particulièrement puissants pour la protection de notre environnement, et ils doivent s'appliquer à toute la région. Le ministre pourra peut-être donner ce soir cette assurance à la Chambre.

Déjà nous disposons d'un grand nombre de renseignements sur le Nord canadien. Il faut les rassembler et les évaluer comme il convient. Je crois que le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a déjà commencé ce travail. J'espère qu'il s'est assuré les services de bon nombre d'experts d'autres ministères, comme celui de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et qu'il a profité de l'expérience d'autres pays.

Enfin, je dois dire encore une fois combien je suis déçu de ce que le ministère tarde tant à édicter les règlements sur l'utilisation des terres du Nord, règlements qui sont si importants pour la protection de notre écologie septentrionale. J'espère que le ministre pourra nous donner ce soir la raison de ce retard et nous dire quand il s'attend de les présenter à la Chambre.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je voudrais faire remarquer à l'honorable député que ses préoccupa-

tions sont un peu étonnantes, puisqu'au cours des derniers mois, la Chambre a adopté trois lois différentes pour assurer que le développement du Nord se fasse d'une façon plus rationnelle et qu'on ne répète pas dans le Nord les erreurs qu'on a faites dans le Sud.

L'honorable député se rappellera certainement de la loi que j'ai moi-même présentée au sujet de la protection des eaux de l'Océan Arctique, de même que celle qui a trait à la conservation des eaux intérieures des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, étendue d'eau dont la superficie représente près d'un sixième de l'eau fraîche du monde entier. A mon sens, cette mesure est la plus avancée qui soit.

De plus, il faut également tenir compte de la mesure législative qui a été adoptée à la fin de la dernière session relativement à l'autorisation donnée au Ministère d'établir des règlements plus sévères quant au développement des ressources dans les Territoires du Nord-Ouest.

Toutefois, nous ne pouvons pas élaborer les règlements auxquels l'honorable député fait allusion avant que la loi ne soit adoptée. J'espère que les règlements seront acceptés très bientôt par le conseil des ministres. En attendant, j'ai moi-même pris l'initiative de forcer les industries établies dans des endroits où nous considérons que l'équilibre écologique est en jeu, où les populations aborigènes continuent à vivre de la pêche et de la chasse, à verser une somme de \$100,000 comme garantie de leur bonne foi.

Je dois dire que sur l'Île Banks, les sociétés en cause, ainsi que les Esquimaux et les fonctionnaires du ministère, ont travaillé la main dans la main, et que le nouveau procédé permet à tout le monde de collaborer. Autrement, le Ministère travaillerait d'un côté, alors que les compagnies et les gens qui vivent dans les îles de l'Arctique ou dans d'autres territoires du Nord travailleraient de l'autre.

Au fait, nous essayons de coordonner les efforts de ceux qui s'intéressent à la conservation et à l'exploration.

Je crois que l'honorable député sera heureux de savoir que nous édicterons bientôt les règlements dont il souhaite l'établissement, mais dans l'entretemps nous avons obtenu la plus complète collaboration, tant des compagnies en cause que des populations indigènes.

(La motion est adoptée et la Chambre s'ajourne à 10 h 20.)